

**Bernard Lietaer**

Des monnaies pour les communautés et les régions  
biogéographiques : un outil décisif pour la  
redynamisation régionale au XXI<sup>e</sup> siècle

*Extrait de*

**Jérôme Blanc (dir.),**  
*Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, Rapport 2005-2006,*  
**Paris : Économica, 547 p.**

# SOMMAIRE

---

## **INTRODUCTION GENERALE**

LES MONNAIES SOCIALES : UN OUTIL ET SES LIMITES

## **PARTIE I.**

JUSTIFICATIONS DES MONNAIES SOCIALES

## **PARTIE II.**

MODALITES D'ORGANISATION

## **PARTIE III.**

MODELES NATIONAUX, EXPERIMENTATIONS ET EVALUATIONS D'IMPACT

## **PARTIE IV.**

LE *TRUEQUE* ARGENTIN, DE L'EMBALLEMENT A LA CHUTE

## **CONCLUSION GENERALE**

OU VONT LES MONNAIES SOCIALES ? OU PEUT-ON ALLER AVEC ELLES ?  
QUELQUES MOTS EN GUISE DE CONCLUSION

## **SIGLES ET ACRONYMES**

## **SITES INTERNET**

## **TABLE DES MATIERES**

# **DES MONNAIES POUR LES COMMUNAUTÉS ET LES RÉGIONS BIOGÉOGRAPHIQUES : UN OUTIL DECISIF POUR LA REDYNAMISATION RÉGIONALE AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE**

---

**Bernard Lietaer<sup>1</sup>**

Ce texte mettra l'accent sur les raisons pour lesquelles les monnaies complémentaires constituent un élément nécessaire à la réussite de la redynamisation régionale, en particulier par le biais de la revitalisation des communautés régionales.

Nous commencerons par jeter un coup d'œil sur la situation d'ensemble qui explique pourquoi une telle redynamisation est devenue aujourd'hui si importante. Ensuite, nous proposerons deux études de cas qui expliquent le rôle que joue la monnaie dans ce processus, un exemple négatif et un exemple positif. Enfin, nous donnerons une vue d'ensemble des précédents historiques de ces monnaies en France. Cette présentation sera complétée par un cadre conceptuel expliquant les résultats de ces études de cas.

## **1. Une vue générale**

### ***1.1. Une esquisse à grands traits***

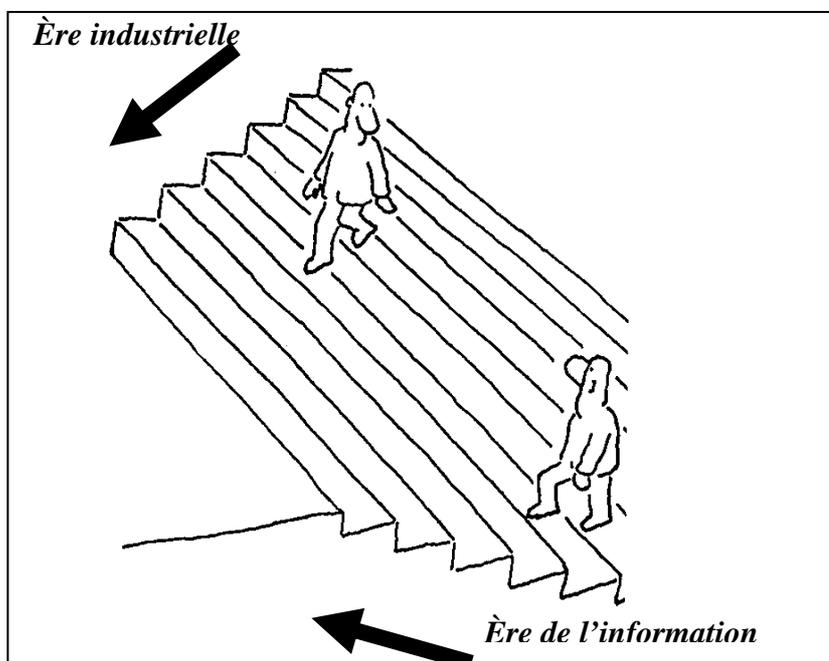
On s'accorde en général à reconnaître que nous sommes en train de passer rapidement de l'ère industrielle à une ère postindustrielle. Le meilleur précédent historique d'un processus de cette envergure est le passage de la société agraire à la société industrielle. De tels changements ne se produisent pas sans douleur : pensez à ce qui est arrivé aux fermiers à la

---

<sup>1</sup> Bernard Lietaer est l'un des architectes originels de l'ECU, le mécanisme qui a mené à la monnaie unique européenne. Il est l'auteur de l'ouvrage à paraître *Of Human Wealth : beyond Greed and Scarcity* (Citerra Press, 2006) et de l'ouvrage *The Future of Money* (2001), qui a été traduit en dix-huit langues. Il a été actif dans le domaine des systèmes de monnaies depuis vingt-cinq ans dans une variété inhabituelle de fonctions : comme banquier central, professeur universitaire en finances internationales, président d'un système de paiement électronique et *trader* en devises. Contact e-mail : blietaer@earthlink.net

fin de l'ère agricole ; ou à la petite noblesse terrienne qui a vu ses valeurs, son pouvoir et ses traditions perdre tout leur sens. De même, « l'aube de l'ère de l'information » (ou « ère de la connaissance »), tant vantée, correspond en fait à « la fin de l'ère industrielle ». Il s'agit seulement d'une question de perspective...

Figure 1. Une question de perspective



Nous avons beaucoup entendu parler – en fait beaucoup trop – des aspects positifs de l'ère de l'information, mais il n'existe aucun consensus sur la manière de limiter la difficulté causée par la transition du vieux modèle de développement au nouveau modèle. La seule certitude que nous ayons c'est que cette transition sera la cause de changements rapides et imprévisibles. En fait, nous sommes entrés dans « *le temps des incertitudes*<sup>2</sup> ».

Aussi longtemps que l'hypothèse que nous vivons dans un environnement prévisible et maîtrisable était valable, il était logique de centraliser les informations et de laisser les « experts » décider. En de telles circonstances, la structure de gestion la plus cohérente est la structure traditionnelle de commandement et de contrôle hiérarchique. Cette structure perfectionnée en France par Colbert puis par Napoléon, est maintenant, pour ainsi dire, universelle. En fait cette structure remonte aux légions romaines, il y a plus de deux mille ans. Elle nous est devenue si habituelle que nous n'imaginons plus qu'il puisse exister d'autres manières de s'organiser qui pourraient être plus efficaces. Cependant, si les

<sup>2</sup> NdE : Titre de la traduction française du livre de John Kenneth Galbraith (1997) *The Age of Uncertainty*.

accidents et les crises touchent de plus en plus de domaines (gouvernement, soins médicaux, environnement, emploi, système monétaire, etc.), si la transition vers une économie de l'information devient effectivement « *le temps des incertitudes* », alors il est temps de reconsidérer les vieilles hypothèses. En de telles circonstances, s'accrocher aux anciennes solutions hiérarchiques d'experts reposant sur des structures de commandement et de contrôle, étouffera de façon prévisible l'esprit d'innovation que les circonstances exigent. Le tableau 1 résume ce que nous devons attendre d'une telle transition.

**Tableau 1. Structures de gestion et environnement**

<b>Environnement ancien (ère industrielle avancée)</b>	<b>Nouvel environnement (ère postindustrielle)</b>
Prévisibilité et contrôle Centralisation de l'information Solutions dirigées par les experts Structures de commandement et de contrôle	Changements structurels fondamentaux Diffusion de l'information Nombreux acteurs expérimentant avec de nouveaux schémas Structures complexes d'adaptation

Si cette analyse du processus de transition en cours est juste, on peut comprendre pourquoi des solutions universelles, applicables à un pays entier, pour résoudre des problèmes tels que l'emploi, les soins médicaux, l'éducation, et beaucoup d'autres encore, sont en train d'échouer non seulement en France, mais partout dans le monde industrialisé.

C'est pourquoi les questions abordées dans ce texte concernant la redynamisation des régions et des communautés sont aujourd'hui si pertinentes, non seulement en France mais partout dans le monde. La thèse fondamentale de ce texte est que la redynamisation d'une région a besoin de monnaies régionales pour réussir, tout comme les plantes ont besoin d'eau. Bien qu'insuffisante, c'est une condition *sine qua non* pour obtenir les résultats souhaités.

Plutôt que de commencer par la théorie, nous aborderons deux études de cas pratiques. D'abord, un exemple négatif : comment l'autonomie régionale a été détruite par l'introduction délibérée du monopole d'une monnaie nationale centralisée. Ensuite, un exemple positif montrera comment une monnaie régionale a fortifié avec succès une économie régionale.

### ***1.2. Un exemple négatif : ou comment détruire la viabilité régionale***

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne a colonisé la Côte-de-l'Or (Gold Coast, partie aujourd'hui du Ghana). Quand, en 1896, cette colonie a été étendue, vers l'intérieur, au protectorat de Sierra Leone, elle a fait face à un problème intéressant. À cette époque, l'arrière-pays était peuplé de centaines de communautés parfaitement viables, chacune située dans les limites de sa région traditionnelle. Les Africains vivaient dans une société sans échange d'argent et ne recevaient pas de salaire. Ils commerçaient entre eux, mais ce commerce s'organisait à l'intérieur de circuits fermés établis par tradition parmi les

différentes tribus. Mais quel intérêt y a-t-il à posséder une colonie si les gens qui y vivent n'ont besoin d'aucune de vos marchandises ? La question était de savoir comment détruire ces modèles régionaux vieux de plusieurs siècles de manière à créer une demande pour les marchandises que les Britanniques désiraient vivement y exporter.

La solution ne résidait pas dans des campagnes de publicité ou de promotion. Pas davantage dans l'interdiction des anciens modèles d'échange ou dans l'usage de la force militaire pour en créer de nouveaux. C'était beaucoup plus simple, meilleur marché et bien plus élégant que tout cela.

Les Britanniques ont simplement introduit une « monnaie nationale » centralisée et, en 1898, institué une taxe sur les cases (« *hut tax* ») modique (3 shillings par an), mais payable seulement avec cette monnaie. La raison officielle pour justifier cette taxe était de financer la protection des tribus. Que cela ait été un prétexte est évident, car les Blancs (qui avaient vraiment besoin d'une telle protection) ont été exemptés d'impôt jusqu'en 1921...

Mais presto, en quelques années tout le système régional s'est effondré... Pourquoi ?

Chaque « case » – c'est-à-dire chaque unité familiale – devait gagner un peu de cette nouvelle monnaie pour pouvoir payer sa taxe. Cela n'était possible qu'en commerçant en dehors des cadres traditionnels et à l'intérieur du nouveau système « national ». Ce fut suffisant pour détruire les modèles régionaux traditionnels viables.

La leçon devrait être claire : encourager le développement local ou régional tout en conservant le monopole de la monnaie nationale c'est comme essayer de désintoxiquer un alcoolique avec du gin.

Bien que les administrateurs coloniaux du XIX<sup>e</sup> siècle aient parfaitement su qu'en imposant une monnaie nationale ils détruisaient la viabilité régionale, il est surprenant que notre aveuglement monétaire collectif soit devenu tel que même les responsables politiques qui parlent des avantages d'une plus grande autonomie régionale en oublient complètement dans leurs discours les conséquences en matière monétaire.

### ***1.3. Un exemple positif***<sup>3</sup>

Notre second exemple fonctionne depuis trente ans et concerne une ville moderne du Brésil. En 1971, Jaime Lerner devenait maire de Curitiba, la capitale de l'État du Paraná (sud-est du Brésil). Il était architecte de profession. Évolution assez typique de cette région, la population urbaine était passée de 120 000 habitants en 1942 à plus d'un million lorsque Lerner est devenu maire. En 1997, elle avait atteint 2,3 millions d'habitants. Là encore, de façon typique, la majorité des habitants vivaient dans des *favelas*, ces bidonvilles de carton et de tôles ondulées.

---

<sup>3</sup> D'après diverses sources, y compris une douzaine d'entretiens avec des fonctionnaires locaux à l'occasion d'un voyage d'étude à Curitiba en 1996-1997. Certaines informations sur la politique de développement de Curitiba ont aussi également été publiées en anglais : voir Rabinovitch, 1992, pp. 62-73 ; Rabinovitch et Leitman, 1996, pp. 46-53.

L'un des principaux casse-tête de Jaime Lerner était les ordures. Les camions de ramassage des ordures de la ville ne pouvaient pas pénétrer dans les *favelas* parce que les rues y étaient trop étroites. Par conséquent, les ordures ne firent que s'entasser, les rongeurs s'y mettre, et toutes sortes de maladies se déclarer. Une pagaille monstre.

Comme ils n'avaient pas d'argent pour mettre en œuvre des solutions « normales », comme démolir au bulldozer la zone entière et y construire des rues, l'équipe de Lerner inventa une autre manière. De grandes poubelles en métal furent installées dans les rues en bordure des *favelas*. Les poubelles étaient étiquetées verre, papier, plastiques, substances biodégradables, etc. Celui qui apportait un plein sac de détritiques préalablement trié recevait un ticket de bus. Un programme de collecte des ordures dans les écoles fournissait aussi des cahiers aux élèves les plus pauvres. Le quartier a été rapidement nettoyé par des dizaines de milliers de gamins, qui apprirent à rapidement distinguer jusqu'aux différentes qualités de plastique. Les parents utilisaient les tickets de bus pour se rendre en ville où se trouve le travail. De mon point de vue, ce que Lerner a fait, c'est inventer la monnaie de Curitiba. Ses tickets de bus sont une forme de monnaie complémentaire locale. Son programme, « Des détritiques qui ne sont pas des détritiques », pourrait tout aussi bien avoir été baptisé, « Des détritiques qui sont votre monnaie ». Aujourd'hui, 70 % des ménages participent à ce programme. Les soixante-deux quartiers les plus pauvres échangent à eux seuls 11 000 tonnes de détritiques contre presque un million de tickets de bus et 1 200 tonnes de nourriture. Pendant ces trois dernières années, plus de cent écoles ont échangé 200 tonnes de détritiques contre 1,9 million de cahiers. Le recyclage du papier a permis chaque jour de sauver à lui seul l'équivalent de 1 200 arbres.

Ce qui a commencé par être un problème de ramassage des ordures et de santé publique est devenu un moyen de résoudre un problème de transport et d'emploi d'une manière unique et novatrice. Le secret n'est pas que cette ville ou cette population a quelque chose d'exceptionnel, mais qu'une approche intégrée a utilisé une monnaie complémentaire pour s'attaquer à des problèmes immédiats.

L'impact des systèmes de monnaie complémentaire peut être mesuré en des termes économiques conventionnels. Le Curitibaño moyen gagne environ 3,3 fois le salaire minimum national, mais son revenu réel est au moins 30 % supérieur à cette somme (soit environ cinq fois le salaire minimum) Cette différence de 30 % correspond à un revenu dérivé directement d'un système monétaire non traditionnel, tel que la nourriture procurée par le système de collecte des ordures. Curitiba a de loin le programme social le plus développé du Brésil, et l'un des programmes culturels et éducatifs des plus vivants ; pourtant le niveau d'imposition n'y est pas supérieur au reste du pays.

Même au niveau macroéconomique il existe des indications claires que quelque chose d'inhabituel est en train de se passer à Curitiba. Le produit intérieur brut de Curitiba a augmenté entre 1975 et 1995 autour de 75 % de plus que celui de l'État du Paraná dans son ensemble, qui lui-même a augmenté de 48 % de plus que celui de l'ensemble du Brésil. Une même différence de taux de croissance s'est maintenue ces dernières années. Entre 1993 et

1995, le produit intérieur brut de Curitiba a augmenté de 41 % plus rapidement que dans le reste de l'État du Paraná et de 70 % plus vite que dans le reste du Brésil<sup>4</sup>.

Curitiba est une étude de cas concret où trente années d'expériences démontrent que l'utilisation de la monnaie nationale traditionnelle associée à une monnaie complémentaire bien conçue profite à tout le monde, y compris à ceux qui se concentrent exclusivement sur l'économie traditionnelle dominée par la monnaie nationale. Ceci a permis à une ville du tiers-monde d'atteindre en une génération le niveau de vie des pays industrialisés. En 1992, le titre de « la ville la plus écologique du monde » a été décerné à Curitiba par les Nations unies.

#### ***1.4. Une leçon pertinente***

L'étude de cas du Ghana montre que lorsqu'on donne à une monnaie centralisée le monopole du moyen d'échange, en particulier par l'intermédiaire d'un impôt obligatoire, cela génère un puissant contre-courant à toute tentative d'autonomie régionale. L'étude du cas de Curitiba révèle qu'une approche de monnaie duale – la monnaie nationale habituelle accompagnée par une monnaie locale ou régionale – contribue efficacement à établir un équilibre entre le système économique régional et le système économique général. La leçon que nous tirons de ces deux études de cas peut être résumée de la manière suivante : une monnaie régionale est une condition nécessaire bien qu'insuffisante pour qu'un développement viable et vivant se produise. Nous ne prétendons évidemment pas qu'un système monétaire dual soit une panacée pour résoudre tous les problèmes, qu'ils soient économiques, sociaux, culturels ou autres, et dans d'autres ouvrages nous apportons d'autres éléments qui peuvent s'avérer nécessaires. Mais il doit être clair que les systèmes monétaires duaux peuvent produire une différence importante.

## **2. Précédents historiques**

L'idée d'introduire des monnaies régionales pour favoriser le développement régional peut sembler révolutionnaire à beaucoup de gens. En fait, il s'agit d'une très vieille idée tombée en désuétude seulement au cours de ces deux derniers siècles. Contrairement à un

---

<sup>4</sup> Les données pour 1993-1995 sont issues de *Indústria, Comércio e Turismo Gestão Rafael Creca* (décembre 1996). Les taux de croissance respectifs sont de 8,6 % par an pour Curitiba, de 6 % pour l'État du Paraná et de 5 % pour le Brésil. Le taux de croissance *per capita* entre 1980 et 1995 est respectivement de 277 % pour Curitiba, de 190 % pour l'État de Paraná et de 192 % pour le Brésil, d'après les statistiques des *Informaciones Socioeconomica*, publiées en 1996 par la mairie de Curitiba, et comparées avec les bases de données brésiliennes SACEN, IPARDES et SICT/ ICPI.

préjugé largement répandu, des recherches récentes<sup>5</sup> ont révélé que l'histoire des monnaies régionales est non seulement une très longue histoire mais aussi une des plus réussies. La généralisation progressive de l'étalon-or au XIX<sup>e</sup> siècle et l'imposition concomitante du monopole des monnaies nationales ont fait disparaître ces systèmes régionaux de plus petite échelle<sup>6</sup>.

La plupart des études qui traitent des institutions financières médiévales et prémodernes reconnaissent que, avant l'établissement et la diffusion de l'étalon-or, l'Europe disposait d'un système monétaire efficace, bien organisé et d'une variété étonnante de monnaies selon les différentes zones de circulation. Pour ne mentionner que ses principales caractéristiques, il s'agissait d'un système fondé sur une unité de référence commune utilisée pour créer deux types de monnaies différentes : une monnaie étalon constituée de pièces d'or et d'argent (acceptables dans les échanges commerciaux lointains), et un ensemble de petites pièces de cuivre et de billon<sup>7</sup> utilisées surtout dans les échanges locaux<sup>8</sup>. Des exemples de monnaie du premier type comprennent le Kölner Pfennig en Allemagne, des monnaies royales de la cour de France et d'Angleterre, et le besant, une pièce d'or byzantine<sup>9</sup>, qui possède le record mondial de longévité. Des exemples de monnaies du second type comprennent les monnaies émises par les seigneurs locaux ou régionaux, les municipalités, les évêques et les monastères. Parfois, une même autorité, comme par exemple l'État indépendant de Venise, émettait les deux types de monnaie<sup>10</sup>.

Chose intéressante, les systèmes de monnaies complémentaires ont joué un rôle important dans l'histoire française sous l'Ancien Régime, un rôle bien plus important que celui qui lui est attribué dans nos livres d'histoire.

### ***2.1. Monnaies complémentaires sous l'Ancien Régime***

Luca Fantacci, l'auteur de l'étude la plus complète sur l'histoire des monnaies complémentaires en Europe, conclut : « Les dogmes monétaires d'aujourd'hui et ceux d'hier sont assez différents. Le dogme d'hier considérait que la monnaie était une unité de compte dont la valeur était déterminée par son contenu métallique intrinsèque. Le dogme

<sup>5</sup> Un projet de recherche est en cours au département d'histoire économique de l'université de Bocconi à Milan, en Italie. Il vise à consigner ce phénomène et à fournir un cadre pour l'expliquer. Voir Amato, Fantacci et Doria, 2003.

<sup>6</sup> Voir Amato, Fantacci et Doria, 2003.

<sup>7</sup> Le billon était un alliage de cuivre avec une faible quantité d'argent. Il était utilisé pour fabriquer des pièces de faible valeur.

<sup>8</sup> Bloch, 1954 ; Van der Beek, 2000, pp. 147-169.

<sup>9</sup> Le nom officiel de cette pièce était « solidus » – initialement émis par Constantin (306-337) – mais on la désignait généralement sous le nom de « besant ». Pendant 700 ans, il a été émis avec même poids (4,55 grammes d'or) et la même pureté (98 % d'or pur) ! Il a circulé dans toute l'Europe et dans le Moyen-Orient, bien au-delà des frontières de l'Empire byzantin.

<sup>10</sup> La république de Venise émettait parallèlement de la monnaie réelle, internationalement acceptée (le ducato d'argent et le zecchino d'or pour le commerce extérieur) et des pièces d'alliage de pauvre qualité utilisées pour les transactions locales : nasoni et cavallotti (communication personnelle de Luca Fantacci).

d'aujourd'hui c'est la monnaie unique globale, sans limites géographiques. Aucun de ces deux dogmes n'aurait eu de sens sous l'Ancien Régime (avant la Révolution française). Au contraire, la plupart des échanges locaux étaient facilités par des monnaies locales dont la valeur était indépendante de leur contenu métallique intrinsèque<sup>11</sup>. »

Même dans la communauté numismatique, une certaine confusion existe à propos de ce qui doit être considéré comme « monnaie » avant la Révolution française, ou de manière plus générale avant la période de l'étalon-or. Sous l'Ancien Régime, on trouve un continuum d'objets de type « pièce de monnaie » qui ont en commun leurs méthodes de fabrication, leurs formes et leur sens. Ils sont habituellement classés en quatre groupes : les médailles, les jetons, les méreaux et la monnaie officielle.

Aujourd'hui, les études historiques sur la monnaie tendent à se limiter à la dernière catégorie – la monnaie officielle – et les trois premières sont décrites comme « apparentées » aux pièces de monnaie, ou rejetées comme « quasi-monnaie » ou « pseudo-monnaie ». En outre, la plus grande partie de la littérature et de l'intérêt de la numismatique se concentre seulement sur les deux extrémités du spectre – les médailles et les pièces de monnaies – car elles ont en commun une grande valeur intrinsèque et un plus grand prestige. Jetons et méreaux sont donc considérés comme les parents pauvres de la numismatique et sont invariablement ignorés par les manuels d'histoire. Même en France, le pays où ils sont le mieux étudiés, il n'existe, en tout et pour tout, que quatre livres ayant été publiés sur les jetons et les méreaux, en comparaison des centaines de publications concernant les monnaies et les médailles<sup>12</sup>. Mais, commençons par définir brièvement ces quatre catégories.

Les *médailles* étaient des objets semblables à des pièces de monnaie. Elles étaient faites en général dans un métal précieux, plutôt grandes, caractérisées par d'exigeants critères artistiques. Elles étaient souvent des objets uniques, ou du moins rares. Elles étaient utilisées surtout par les seigneurs, les rois et les empereurs comme cadeaux ou comme récompense envers leurs pairs et leurs obligés.

Les *jetons* étaient des objets apparentés aux pièces de monnaie et généralement utilisés pour effectuer des calculs sur des tablettes à calculer, communément appelées « abaqués » –

---

<sup>11</sup> Fantacci, 2005.

<sup>12</sup> Comme bibliographie relative aux jetons et méreaux, on citera donc en France : Rouyer et Hucher, 1858, *Histoire du Jeton au Moyen Age* ; Forgeais, 1858-1866, *Collection de plombs historiés trouvés dans la Seine* ; Blanchet et Dieudonné, 1930, *Manuel de numismatique française, t. III : médailles, jetons et méreaux* ; Labrot et Henckes, 1989, *Une histoire économique et populaire du Moyen Age : les jetons et méreaux*. En Angleterre, seulement deux études significatives : Berry, 1974, *Medieval English Jetons* ; Mitchiner et Skinner, 1983, « English Tokens c. 1200 to 1425 », pp. 29-77 et Mitchiner et Skinner, 1984, « English Tokens c. 1425 to 1672 », pp. 86-163. En Allemagne : Gebert, 1917, « *Die Geschichte der Nürnberger Rechenpfennigschläger* ». Aux Pays-Bas : Dugniolle, 1876-1880, *Le jeton historique des dix-sept provinces des Pays-Bas*. Les publications américaines sur ce sujet comprennent : Shell, 1995, in *Art and Money*, avec un chapitre « Communion Tokens », dans lequel il est fait référence à d'autres sources de la bibliographie américaine ; Tenney, 1936, *Communion Tokens : Their Origin History and Use* ; Woodside, 1958, *Communion Tokens : A Bibliography*.

qui est le sens premier du mot « échiquier » duquel est tiré encore aujourd'hui en Grande-Bretagne le titre de « Chancelier de l'Échiquier ». Du fait que la plupart des négociants et tous les trésoriers avaient besoin d'un boulier pour tenir leurs comptes, de tels jetons n'étaient pas rares. Les jetons étaient aussi utilisés dans des jeux, également pour servir de preuve d'un paiement (comme nos tickets de métro), ou de l'appartenance à une association spécifique, une organisation ou un parti, (comme nos cartes de membre), ou encore de la présence à un office religieux ou à la réunion de sociétés secrètes ou d'associations (comme des « jetons de présence » tels qu'on les appelle encore dans les conseils d'administration en France).

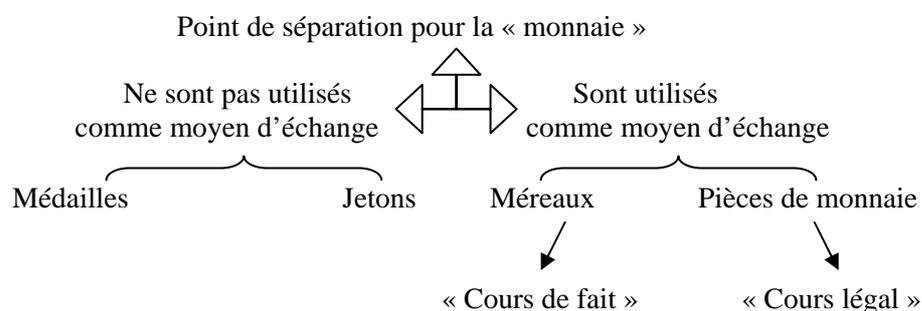
Les *méreaux* étaient extérieurement similaires aux jetons, mais fonctionnellement apparentés aux pièces de monnaie. Ils étaient émis par des autorités ou des sociétés locales et utilisés comme moyens de paiement locaux. Le terme « méreau » (ou encore « mareau » et « merelle ») vient du latin « merare » qui signifie « distribuer ». Ils étaient généralement en plomb, en étain et, plus tard, en cuivre.

Enfin, il faut mentionner la *monnaie* officielle qui circule dans le royaume, c'est-à-dire les monnaies royales bien connues de la communauté numismatique.

## 2.2. Le cas des méreaux

Pour notre propos, ce qui importe n'est pas ce à quoi les différents instruments ressemblent, leur mode de production, ou la manière dont ils étaient émis. Ce qui importe est la façon pratique dont ils étaient utilisés dans la société. En effet, nous définissons comme monnaie tout ce qu'une communauté accepte en tant que moyen standardisé d'échange. Sous cet angle, le tableau 2 dissipe la confusion sur le *continuum* entre les quatre types d'objets semblables à des pièces de monnaie.

**Tableau 2. La monnaie, objet utilisé comme moyen d'échange**



Nous distinguons tout d'abord ces objets par le fait qu'ils circulaient comme moyen d'échange. Nous vérifions ensuite si ces « objets semblables à des pièces de monnaie » étaient considérés comme de la monnaie officielle par le gouvernement du pays – c'est-à-dire s'ils étaient acceptés en paiement des impôts, ou s'ils étaient seulement échangés *de facto* dans la population comme ce que nous appellerons de la « monnaie de fait ». Pour

comprendre leurs relations réciproques, il nous faut tenir compte d'un contexte historique plus vaste.

Après l'effondrement de l'Empire romain au V<sup>e</sup> siècle ap. J.-C., une fragmentation généralisée de la monnaie s'est produite à travers l'Europe. Cette tendance a été inversée par Charlemagne qui normalisa et centralisa de nouveau le système monétaire dans son empire (vers l'an 800). Mais après la période carolingienne, une nouvelle fragmentation se produisit encore plus importante que la précédente. Les seigneurs, les évêques et les abbayes émirent des monnaies de qualité et de valeur diverses.

Le roi de France fut le premier à tenter d'imposer de nouveau une centralisation de la monnaie comme le montrent les ordonnances de 1265-1266 prises par Louis IX. Ces ordonnances spécifiaient que seul l'Hôtel royal de la monnaie a droit d'émission dans le royaume « *hormis dans les régions où les barons disposent de leurs propres droits d'émission* » ; mais même dans ces régions, seules la monnaie royale et les pièces spéciales des barons étaient supposées circuler. Finalement, ces ordonnances spécifiaient que seule la monnaie royale serait acceptée en paiement des impôts royaux.

À partir de ce moment-là, tous les rois de France essayeront de réduire les exemptions baroniales, soit par la force, soit en rachetant leurs droits. Pendant la dernière décennie du XIII<sup>e</sup> siècle, cette centralisation a atteint un niveau suffisant pour provoquer un rétrécissement de la base monétaire dans son ensemble, ce qui à son tour provoqua une contraction économique massive qui allait durer un demi-siècle. Cela allait contribuer, pendant les premières décennies du XIV<sup>e</sup> siècle, aux premières famines depuis des siècles et à l'affaiblissement physique de la population, au point d'en devenir un facteur important pendant la Peste noire<sup>13</sup>. Cependant, en réaction à la perte de leur droit d'émission de la monnaie officielle, les autorités locales ont progressivement favorisé l'usage des méreaux, qui ont fini par circuler comme monnaie de fait. D'autres, qui n'avaient jamais disposé de droits d'émission, ont profité de cette même lacune pour imiter leurs voisins plus puissants. Les méreaux existaient déjà avant cette époque – on en trouve la trace jusqu'à l'Antiquité – mais leur généralisation coïncide avec le renforcement du monopole de la monnaie royale.

Un des signes que l'esprit des ordonnances concernant les droits du roi d'émettre de la monnaie n'était pas respecté dans la pratique est la fréquence avec laquelle ces mêmes décrets ont dû être renouvelés : la ville d'Arras a essayé de façon répétée d'interdire la circulation des méreaux pendant tout le XIV<sup>e</sup> siècle. De nouveaux décrets reformulant les mêmes points ont été réitérés en 1451, 1464, et de nouveau en 1468<sup>14</sup> ; et, presque quatre siècles après les ordonnances de Louis IX, les officiers royaux intervenaient dans la ville de Mâcon en 1657 pour stopper l'émission d'une « *certaine quantité de marques de plomb* » qui circulaient communément dans la ville. Pour leur défense, les émetteurs – les autorités religieuses locales – ont soutenu qu'ils émettaient ces méreaux depuis trois ou quatre

---

<sup>13</sup> Lire le récit détaillé in Lietaer, 2000, pp. 201-215 ; et Lietaer, 2006.

<sup>14</sup> Labrot et Henckes, 1989, p. 51.

siècles<sup>15</sup>. Vingt ans plus tard, le même genre d'intervention se produisit dans la ville d'Autun<sup>16</sup>.

Comment ces méreaux étaient-ils utilisés ?

Prenons comme premier exemple les méreaux ecclésiastiques que nous venons de mentionner. À part les moines qui vivaient dans les monastères selon des règles fixes, il existait un important clergé « séculier », y compris des chanoines pour chaque église, qui menait une vie séculière dans la ville. Ils constituaient les chœurs qui chantaient pendant la messe et les offices. Leurs autres fonctions étaient variables : par exemple, au Haut Moyen Age, les chanoines des cathédrales constituaient le conseil qui élisait l'évêque local. Pour inciter ces chanoines à participer aux cérémonies religieuses, ils étaient payés en méreaux remboursables en nourriture, vin, et autres produits. De plus, il existait des organisations charitables – chacune avec sa spécialité – qui émettaient leurs propres méreaux, remboursables en pain, harengs, repas et logement. Avec le temps, les plus populaires de ces méreaux avaient fini par circuler dans la ville en tant que monnaie de fait.

Un exemple économique de plus grande importance est l'utilisation des méreaux en tant qu'instrument de rémunération de projets. Par exemple, les archives révèlent qu'en 1396 une commande pour fondre des méreaux avait été passée afin de payer les ouvriers qui fabriquaient les cloches de Chartres<sup>17</sup>. Au XV<sup>e</sup> siècle, à Saint-Omer, un ordre monastique payait en « *méreaux de salaires* » – méreaux fondus en plomb et portant un emblème symbolisant le travail accompli – la construction de bâtiments et autres activités séculières. Ces méreaux étaient remboursables en logement, nourriture et vin dans des auberges déterminées. Bien sûr, le monastère était le fournisseur de ces auberges, et la monnaie constituait un circuit local ou régional dans lequel le travail effectué au monastère finissait par être payé par les produits du monastère. Dans cette même ville de Saint-Omer, pendant tout le XVII<sup>e</sup> siècle, l'hôtel de ville a émis aussi ses propres méreaux en paiement du travail effectué sur les murailles et les tours de défense de la cité. Le même procédé fut utilisé pour construire les fortifications des villes de Lille en 1566 et d'Amiens en 1663<sup>18</sup>.

Le roi lui-même émettait des méreaux chaque fois qu'il souhaitait créer un circuit fermé dont il serait le bénéficiaire.

Les archéologues ont retrouvé des méreaux, frappés de l'image d'outils de maçonnerie et de l'emblème royal, qui ont été utilisés pour payer les ouvriers qui reconstruisirent la forteresse de Montségur après sa destruction pendant le fameux siège des Cathares en 1244. Les rois de France suivants ont émis des méreaux de plomb pour payer les ouvriers des cuisines, des écuries et autres installations royales (voir la figure 5 en annexe)<sup>19</sup>. Ces derniers exemples devraient mettre fin à l'argument en faveur d'une suppression des

---

<sup>15</sup> Constans, « *Traité de la Cour des Monnoyes* » (1658), cité par Labrot et Henckes, 1989, p. 40.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>17</sup> *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XXXIII, p. 312, cité par Labrot et Henckes, 1989, p. 83.

<sup>18</sup> Labrot et Henckes, 1989, p. 84.

<sup>19</sup> *Ibid.*, pp. 82-83.

monnaies locales ou régionales motivée par le besoin d'efficacité ou pour « moderniser » l'économie.

Mais les gens de l'époque considéraient-ils les méreaux comme de la monnaie ? La réponse est oui, à cause du nombre de méreaux portant l'inscription « *moneta* ». Un autre signe montrant que ces méreaux étaient considérés avec sérieux tient au fait que quiconque pris à les contrefaire était passible des mêmes peines que les contrefacteurs de monnaie officielle. Les châtiments consistaient à être ébouillanté avec de l'huile jusqu'à ce que mort s'ensuive, à avoir le nez coupé, le visage marqué au fer rouge, ou encore à être condamné au pilori et exposé à la vindicte publique.

Une dernière question : quelle était l'importance relative de la monnaie officielle par rapport à la monnaie de fait ? La réponse a évidemment varié considérablement selon l'époque, le lieu et les personnes concernées. Le même objet peut avoir été émis initialement comme un simple jeton par un groupe spécifique puis être progressivement accepté en paiement par la population en général.

De plus, il est impossible d'évaluer l'importance de deux types de monnaies par la fréquence relative des découvertes archéologiques d'aujourd'hui. La plupart de grandes découvertes de monnaie se font sous la forme d'un « trésor » et seules les monnaies à haute valeur intrinsèque méritaient d'être thésaurisées. En revanche, il est remarquable que les collections les plus importantes de méreaux soient invariablement découvertes au cours du dragage des rivières dans les villes<sup>20</sup>. Les méreaux sont exposés plus rarement dans les collections numismatiques parce qu'ils sont moins beaux et de matière moins noble que les monnaies officielles. Tout cela devrait nous inciter à ne pas conclure trop hâtivement que leur rareté d'aujourd'hui serait l'indication de leur rareté à l'époque de leur utilisation.

Ensuite, nous pouvons soutenir que la monnaie de fait a joué un rôle économique plus significatif que celui que l'on admet aujourd'hui. Déjà, au XIV<sup>e</sup> siècle, Nicolas Oresme<sup>21</sup> notait qu'il fallait distinguer entre les monnaies utilisées pour les paiements et celles utilisées pour l'épargne. Plus tard, Lord Gresham reformulera la déclaration d'Oresme dans la loi qui porte son nom, mais énoncée à la manière caractéristique du temps de l'étalon-or : « *La mauvaise monnaie chasse la bonne* » Comme les monnaies à haute valeur intrinsèque (« *bonne monnaie* ») seront thésaurisées, la monnaie qui circule est d'une autre nature (« *mauvaise monnaie* »). Bref, nous pouvons considérer comme évident qu'une pièce de monnaie de fait aura tendance à circuler plus activement qu'une monnaie officielle et donc qu'elle joue un rôle économique plus important dans la vie quotidienne d'un citoyen ordinaire. Pour les transactions importantes et dans le commerce interrégional, l'inverse serait vrai : la monnaie officielle tendra à prévaloir.

Un dernier point est l'importance relative dans le temps de chaque type de monnaie, comme nous l'avons vu rétrospectivement. Il y a une certaine ironie dans la remarque faite

---

<sup>20</sup> Le plus grande collection de méreaux jamais découverte en France l'a été à l'occasion du dragage de la Seine à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle. Voir Forgeais, 1858-1866.

<sup>21</sup> NdE : Nicolas Oresme, docteur en théologie, philosophe et mathématicien est aussi l'auteur du *Traité de la première invention des monnaies*, en 1370.

par Michel Dhenin, conservateur du cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale à Paris :

*« Certains prétendront qu'aujourd'hui la pseudo-monnaie a totalement remplacé la véritable monnaie, et que ce que nous avons dans nos portefeuilles n'est que de la quasi-monnaie. En fait, il y a beaucoup de vérité dans cette assertion<sup>22</sup>. »*

### **2.3. La disparition progressive de ces systèmes de monnaies multiples**

Les caractéristiques de ce système de monnaies multiples sont souvent décrites comme étant les défauts et les imperfections que l'établissement de l'étalon-or international devait faire disparaître à terme<sup>23</sup>. Dans cette perspective, la coexistence de formes de monnaies différentes est interprétée comme un manque d'homogénéité, et donc comme un obstacle au fonctionnement efficace des échanges et à l'établissement des prix. Cependant, il est tout à fait possible de soutenir le contraire, en reconnaissant la différenciation des monnaies comme une caractéristique institutionnelle expressément conçue afin de maintenir séparés des circuits d'échanges de nature différente (locale ou longue distance), tout autant que des fonctions monétaires différentes (fonction d'épargne ou moyen de paiement). Cet argument a été développé par des experts respectés, tels que Fernand Braudel et Aldo de Maddalena<sup>24</sup>.

L'appréciation complète des caractéristiques des institutions monétaires prémodernes n'est possible que grâce à l'étude révolutionnaire d'Einaudi<sup>25</sup>. Des recherches récentes ont confirmé ses découvertes en montrant comment la séparation des circuits et des fonctions monétaires a opéré en tant que condition première pour maintenir l'équilibre financier à l'intérieur du système économique et social de l'Ancien Régime<sup>26</sup>. *« Ainsi, le système monétaire antérieur à l'étalon-or n'apparaît ni défectueux ni une approximation provisoire, mais comme un système monétaire dual cohérent. Poursuivant cette approche, l'histoire financière de l'époque médiévale et moderne est une preuve convaincante de la viabilité institutionnelle et de la validité des systèmes monétaires duaux, conçus en des termes formels comme des systèmes monétaires capables de combiner efficacité et justice sociale<sup>27</sup>. »*

Il s'avère que la raison du démantèlement progressif des systèmes régionaux tient à la volonté de contrôle croissante de l'administration centrale – royale – plutôt qu'à une politique visant à améliorer l'efficacité de l'ensemble ou la prospérité économique des populations concernées.

---

<sup>22</sup> Labrot et Henckes, 1989, préface, p. 8.

<sup>23</sup> Voir, par exemple, Cipolla, 1990.

<sup>24</sup> Braudel, 1981 ; De Maddalena, 1992.

<sup>25</sup> Einaudi, 1936.

<sup>26</sup> Amato, 1999 ; Fantacci, 2002 ; et Fantacci, 2005.

<sup>27</sup> Amato, Fantacci et Doria, 2003.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, un processus semblable d'homogénéisation a été mis en œuvre au niveau international. Il a pris d'abord la forme de l'étalon-or à l'instigation de l'Angleterre, la nation qui, à l'époque, dominait la scène internationale. L'effondrement de l'étalon-or au début du XX<sup>e</sup> siècle n'a pas interrompu ce processus d'homogénéisation. Les accords de Bretton Woods – techniquement décrits comme l'équivalence or / dollar en termes d'étalon de change – ont eu comme principal résultat le transfert de l'Angleterre aux États-Unis du pays en charge de la scène monétaire globale. Lorsqu'en 1971 le président Nixon a mis unilatéralement un terme à la convertibilité du dollar en or, le rôle *de facto* du dollar comme étalon global devint évident. La formation de zones monétaires supranationales, comme l'euro, était une réponse politique sensée. Nous montrerons que la création de l'euro n'est que le premier pas, quoique nécessaire, vers l'utilisation d'innovations monétaires afin de résoudre les problèmes auxquels nous devons faire face au XXI<sup>e</sup> siècle.

Il est important de noter que les architectes principaux des monnaies du XX<sup>e</sup> siècle, y compris John Maynard Keynes qui a présidé les commissions clés à la conférence de Bretton Woods, ont essayé de parvenir à un résultat opposé à celui obtenu. Le but de ces concepteurs était de permettre à chaque État sans exception d'avoir une politique monétaire autonome et libre des préoccupations internationales<sup>28</sup>. Il n'est donc pas surprenant que Keynes ait proposé un système monétaire dual pour les paiements internationaux, fondé sur la distinction entre un moyen d'échange pour la balance commerciale (géré par une *clearing union*, « union de compensation<sup>29</sup> ») et un instrument pour les emprunts internationaux (géré par un conseil des investissements internationaux).

En dépit des propositions importantes faites par les plus éminents économistes de l'époque afin de différencier les institutions et les fonctions monétaires – y compris le « plan Bancor » de Keynes, le dollar compensé de Irving Fisher<sup>30</sup>, et les monnaies concurrentielles de Friedrich August Hayek<sup>31</sup> – la globalisation et l'homogénéisation de la monnaie a avancé inexorablement, effaçant non seulement les frontières géopolitiques entre les monnaies nationales, mais oblitérant aussi les distinctions entre les différents types d'activités et d'agents économiques. En d'autres termes, le phénomène qui s'est étalé sur de nombreux siècles a pris la forme d'une réduction apparemment inévitable et évidente de la diversité des instruments économiques, au point qu'aujourd'hui la même monnaie est utilisée pour toutes les activités économiques, sur le plan local, régional, national et mondial, pour les transactions commerciales entre les agents privés, pour la redistribution du pouvoir d'achat au sein de communautés de différentes dimensions, comme moyen d'échange, comme réserve ou comme dépôt de valeur.

---

<sup>28</sup> Keynes, 1923 ; et Keynes, 1930.

<sup>29</sup> Keynes, 1944. Keynes a préparé sept versions de sa proposition de *clearing union* pour les discussions préliminaires de la conférence de Bretton Woods. La première est la plus radicale et celle qui reflète le mieux sa position, alors que les autres sont le reflet de compromis successifs à l'égard de la position américaine. Voir aussi le dernier volume de la biographie de John Maynard Keynes par Skidelsky et Cornish, 2002.

<sup>30</sup> Fisher, 1913.

<sup>31</sup> Hayek, 1978.

Parce que la majorité des ouvrages d'économie ne mentionne rien de cette histoire, la masse de ceux qui sont formés dans ce domaine considère l'idée de monnaies multiples comme une idée surprenante, peu orthodoxe et parfois même dangereuse.

### 3. Vers des monnaies biorégionales

#### 3.1. « *L'aveuglement monétaire* »

Notre système monétaire actuel est généralement considéré comme neutre, c'est-à-dire qu'il est censé être sans effet sur le choix des transactions effectuées ou sur les relations entre les gens qui en font usage. Cette hypothèse imprègne la théorie économique depuis Adam Smith, et dans l'ensemble elle est restée incontestée jusqu'à aujourd'hui. En effet, cela n'a pas d'importance qu'on utilise des euros, des dollars ou des yens dans une transaction : elles sont toutes des monnaies de même nature, créées par l'intermédiaire d'une dette bancaire avec des intérêts. Plus encore, les économistes sont d'accord sur le fait que « *la monnaie fondée sur une dette bancaire tire sa valeur d'une pénurie relative à son utilité*<sup>32</sup> ». En d'autres termes, pour que la monnaie moderne puisse fonctionner, la pénurie monétaire doit être artificiellement et systématiquement maintenue afin d'éviter l'inflation.

L'hypothèse d'une neutralité en valeur n'est tout simplement pas valable si l'on compare les comportements et les rapports entre les utilisateurs de monnaies créées à partir de règles différentes de celles qui soutiennent le système monétaire conventionnel d'aujourd'hui. Il semble qu'il y ait un aveuglement général sur cette question, bien que de nombreuses études aient déjà prouvé cela dans les faits. Par exemple, des comportements considérablement différents ont été identifiés dans les comportements commerciaux utilisant des monnaies de troc (« *barter currencies* ») ou des monnaies de fidélité (« *loyalty currencies* ») au lieu de la monnaie habituelle<sup>33</sup>. Les différences dans les relations sont encore plus grandes lorsque les gens utilisent des monnaies locales à objectifs sociaux plutôt que la monnaie nationale. Par exemple, au Japon, les personnes âgées qui utilisent les services payés avec une monnaie de soin pour les personnes âgées, le *fureai kippu*<sup>34</sup> (« coupon de relation fraternelle »), au lieu de services fournis par des professionnels payés en yen, ont tendance à préférer les services

---

<sup>32</sup> Jackson et McConnell, 1988.

<sup>33</sup> Voir Amann et Marin, 1994, pp. 63-77 ; Williamson et Wright, 1994, pp. 104-123 ; Taurand, 1986.

<sup>34</sup> *Fureai kippu* est une idée de Tsutomu Hotta et de son Sawayaka Welfare Institute au Japon. C'est un système complémentaire à l'assurance maladie nationale, qui couvre tout service dont une personne âgée ou handicapée pourrait avoir besoin et qui n'est pas couvert par l'assurance maladie nationale. L'unité de compte est l'heure de service consacrée à une personne âgée ou handicapée. Cela permet à une personne âgée de rester beaucoup plus longtemps chez elle que si cette possibilité n'existait pas. En mai 2003, 372 organisations sans but lucratif émettaient des *fureai kippu* au Japon. NdE : voir le texte de Yasuyuki Hirota dans ce même ouvrage.

fournis par les gens rémunérés avec cette monnaie complémentaire, car ils y voient des relations différentes. De même, des études sur les systèmes d'échange local allemands (« *Tauschring* »)<sup>35</sup> montrent que de payer des « amis » pour des services rendus avec des unités de ce système est bien plus acceptable qu'un paiement avec de la monnaie nationale.

À présent, nous allons nous concentrer sur la différence qu'apporte l'utilisation des monnaies nationales par comparaison avec les monnaies régionales en termes d'autonomie et de redynamisation régionale.

### 3.2. Définir notre terminologie

Afin de mieux expliquer le rôle des monnaies régionales nous devons commencer par définir notre terminologie.

Alors que la théorie économique définit toujours la monnaie en termes de fonctions (étalon de valeur, moyen d'échange, réserve de valeur), elle ne définit jamais ce qu'elle est vraiment.

Nous définissons *la monnaie comme un accord* passé au sein d'une communauté pour utiliser un objet en tant que moyen standardisé d'échange. Cette communauté peut être nationale (dans le cas des monnaies nationales habituelles), mondiale (dans le cas du dollar depuis les accords de Bretton Woods en 1944), locale (dans le cas des tickets de bus de Curitiba), ou encore régionale.

*Les monnaies complémentaires* sont des accords passés au sein d'une communauté dans le but d'accepter un moyen de paiement autre que la monnaie légale. Leur rôle est de relier des besoins non satisfaits avec des ressources qui resteraient autrement inutilisées. Il y a eu récemment une explosion du nombre de ce genre de systèmes dans le monde entier, comme l'illustre la figure 2.

Tous les détails sur la diversité des buts et des aspects techniques de ces systèmes<sup>36</sup> ainsi que sur les implications psychologiques et sociales de ces monnaies sont disponibles ailleurs<sup>37</sup>.

Nous définirons une *région* comme une zone géographique à laquelle les gens s'identifient pour des raisons historiques ou autres. De ce fait, l'étendue de la région est moins importante que la densité potentielle des relations humaines, « la fierté d'appartenance ».

---

<sup>35</sup> Le *Tauschring* est la forme allemande du LETS. Le *local exchange trading system* (LETS) est un système monétaire complémentaire qui utilise le crédit mutuel pour émettre de la monnaie : la monnaie est créée par débit et crédit simultanés entre les utilisateurs. Par exemple, si Monique rend un service d'une heure à Pierre, elle obtient un crédit d'une heure, et pour Pierre s'inscrit un débit d'une heure. L'avantage principal de ces systèmes de crédit mutuel est qu'ils s'autorégulent afin d'être en mesure de toujours disposer de suffisamment de monnaie. Il existe plus de mille LETS opérationnels dans le monde. Voir Lietaer, 2001.

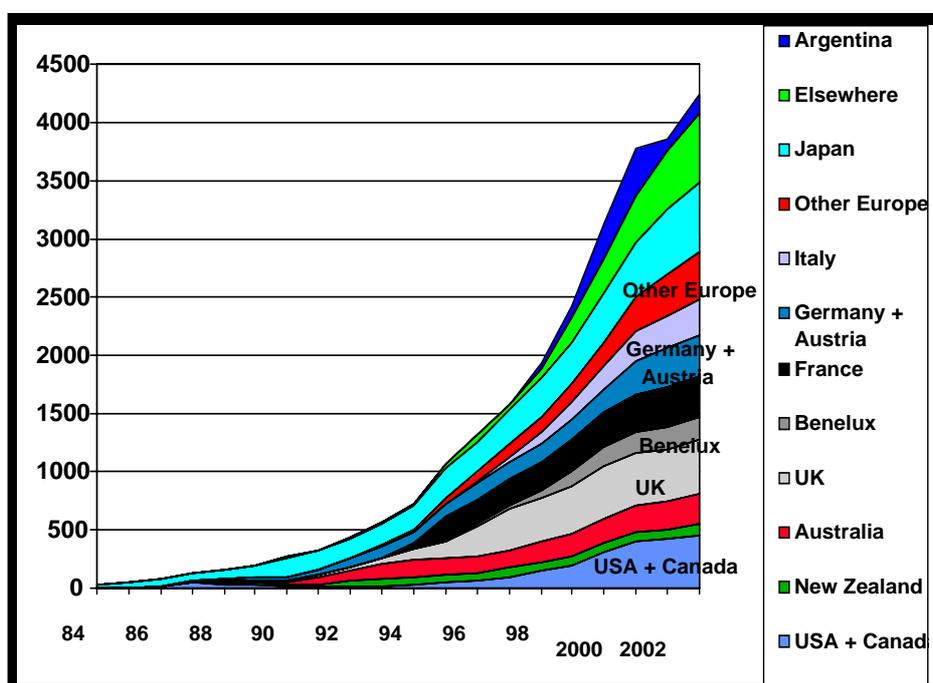
<sup>36</sup> Voir Lietaer, 2001.

<sup>37</sup> Voir Lietaer, 2000.

Une *région biogéographique* se définit par l'organisation naturelle de la vie biologique sur la base des caractéristiques géographiques telles que la ligne de partage des eaux, le climat et les frontières naturelles (rivières, montagnes, vallées, forêts). Ce concept a été soutenu ces dernières décennies par une importante littérature.

Une *région biogéographique métropolitaine* intègre les deux systèmes clefs – une région biogéographique et une ville – ce qui devrait intéresser les planificateurs<sup>38</sup>. Jane Jacobs<sup>39</sup> a démontré de façon convaincante que la « *cité-région* » est l'unité de base de l'activité économique humaine, car elle est l'unité au sein de laquelle les ressources naturelles et la division humaine du travail s'associent pour répondre aux besoins humains. Du point de vue des aménageurs, il est logique de considérer leur intégration effective comme l'objectif essentiel de la planification d'un monde viable. Souvent, la région biogéographique et la « *cité-région* » sont des entités qui de toute manière se chevauchent.

**Figure 2. Nombre de systèmes monétaires complémentaires dans une douzaine de pays (1984-2004)**



<sup>38</sup> Ce concept de la région biogéographique métropolitaine en tant qu'unité politique et économique a été développé par Arthur Warmoth, in Warmoth, 1995, pp. 20-21. Voir aussi Warmoth et Lietaer, 1999 : <http://ceres.ca.gov/tcsf/pathways/chapter2.html>

<sup>39</sup> Jacobs, 1984.

### ***3.3. La région biogéographique métropolitaine comme unité de planification pour la redynamisation régionale***

La proposition consiste à utiliser la région biogéographique métropolitaine comme l'unité idéale pour élaborer des stratégies de redynamisation régionale, et pour concevoir à leur intention une monnaie complémentaire régionale. Une monnaie biorégionale serait une monnaie complémentaire dont l'objectif spécifique combinerait des besoins insatisfaits avec des ressources inutilisées – tous deux produits dans la région par les hommes et la nature.

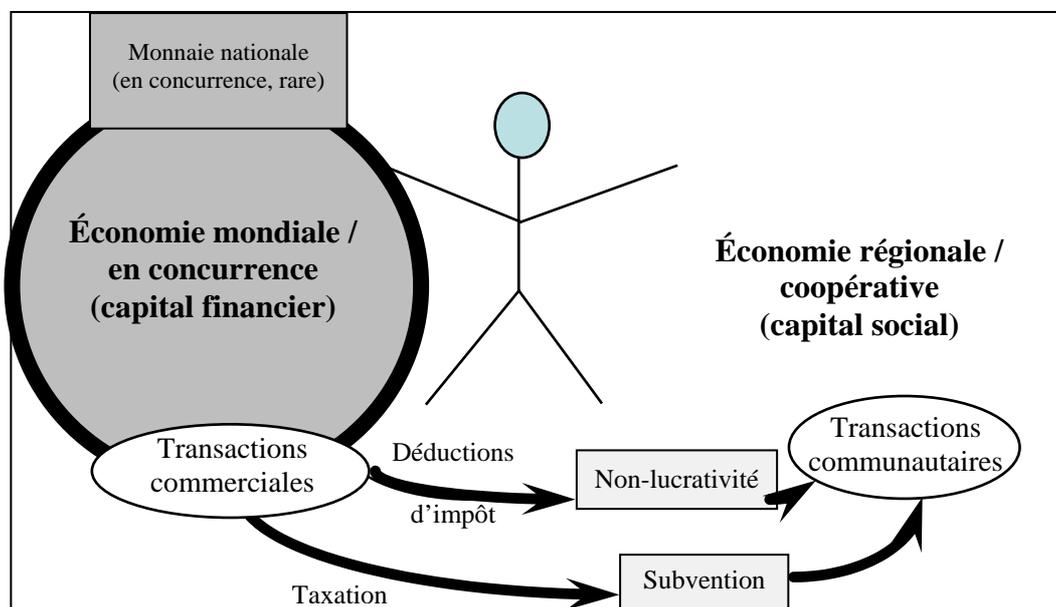
En pratique, cela devrait désigner des systèmes conçus pour opérer sur une échelle plus grande que l'échelle locale. Les LETS, le *time dollar*, le *fureai kippu* ou d'autres systèmes à plus petite échelle tendent précisément à cette échelle locale, et ce sont justement ces systèmes qui se trouvent dans la figure 2. Les systèmes locaux ont tendance à ne pas dépasser mille personnes (par exemple, un des plus grands LETS dans le monde – le Blue Mountain près de Sydney, en Australie – compte environ mille membres actifs). À l'autre extrémité du spectre, les systèmes régionaux sont plus petits que le niveau national où les monnaies habituelles opèrent, ce qui signifie des millions ou même des centaines de millions de participants. Un système monétaire régional devra donc pouvoir s'échelonner à des niveaux situés entre ces deux extrêmes : par exemple de dix mille à un million de participants. Plusieurs systèmes de ce type sont en phase d'élaboration en Allemagne au moment où nous écrivons ceci.

Aujourd'hui toutes les économies régionales travaillent pour le commerce international, et selon notre proposition elles continueraient de le faire. Tout le monde veut faire partie de l'économie mondialisée. Il est vrai, comme c'était déjà le cas à l'époque d'Adam Smith, que d'être un pays exportateur net est une stratégie de croissance économique rapide. Cependant, il est tout aussi vrai que devenir exportateur net est une opération hautement concurrentielle, surtout dans le contexte d'une mondialisation accélérée. De plus, ce précepte ignore que les exigences logiques d'un solde commercial positif à l'avantage d'un pays ou d'une région impliquent un déficit quelque part ailleurs, c'est donc par là même un arrangement précaire qui ne peut être couronné de succès pour tous.

Une communauté qui importe plus qu'elle n'exporte aura tendance à avoir des problèmes de liquidités, en particulier si elle place son épargne dans des centres financiers qui n'investissent pas dans la communauté qui est la source du capital ou de l'épargne. Ce problème est particulièrement aigu dans les communautés rurales et les zones de pauvreté à l'intérieur des villes, ou encore pendant les périodes de récession et de chômage. La plus grande partie des revenus est rapidement dépensée dans l'achat de produits et de marchandises importés. Jane Jacobs suggère que rattacher toutes les « *cité-régions* » d'un pays à une politique macroéconomique nationale reviendrait à connecter les systèmes respiratoires de tous les spectateurs et de tous les joueurs d'un tournoi de tennis à un système nerveux central. Le résultat serait d'exiger des joueurs et des spectateurs, au repos, assis ou en train de jouer, de fonctionner à un seul et même niveau d'activité respiratoire.

### 3.4. Cadre conceptuel

Figure 3. Économie mondiale et économie régionale dans le cadre d'un monopole de la monnaie nationale



La figure 3 représente la circulation monétaire dans le cas du monopole d'une monnaie nationale. D'un côté, se trouve l'économie concurrentielle mondiale, dans laquelle les transactions sont facilitées par la monnaie nationale, souvent de manière relativement impersonnelle. C'est aussi l'espace à l'intérieur duquel le capital financier est affecté et créé.

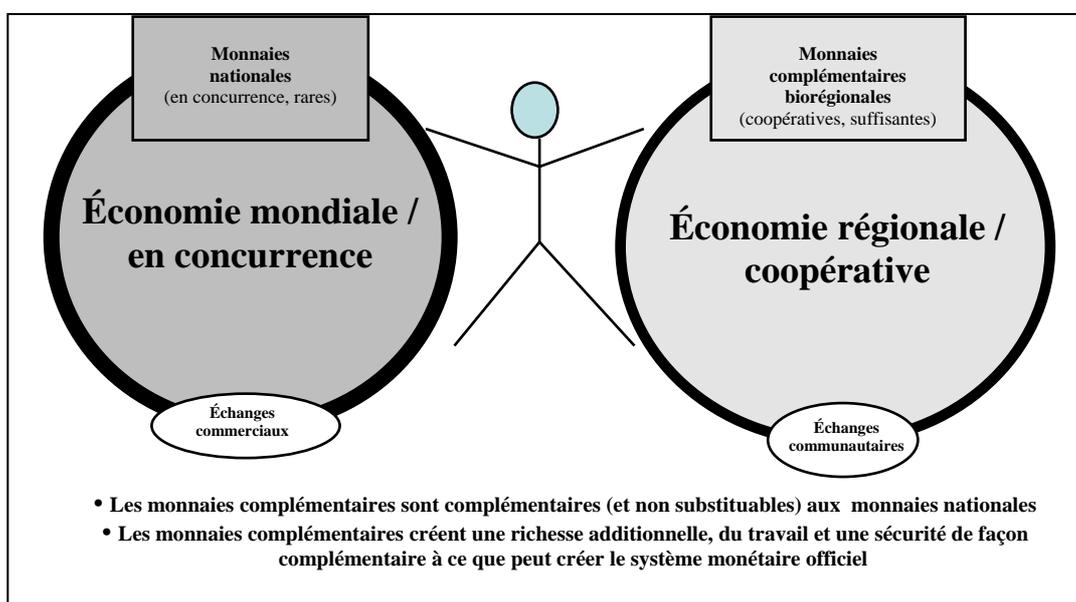
De l'autre, se trouve l'espace où les échanges ont tendance à être plus personnels, avec des gens que l'on connaît. C'est ici que coopération et secteur social (éducation, soins de santé, soins aux personnes âgées, etc.) accumulent du capital social. Enfin, c'est l'espace où le redressement de l'économie régionale, par l'intermédiaire de réseaux communautaires plus resserrés, prospérera le plus.

Le secteur social, par nature, doit être soutenu financièrement par le reste de la société. Lorsque la monnaie nationale est un monopole obligatoire, et que l'économie régionale ne dégage pas d'excédents d'exportation dans le cadre de l'économie concurrentielle, le seul moyen d'obtenir les liquidités nécessaires à l'économie régionale / coopérative passe par les subventions gouvernementales (payées par les impôts) et les transferts opérés par les

organisations sans but lucratif (financées par les déductions d'impôts). Les impôts n'ont jamais été populaires. Il en résulte que l'espace régional reste toujours privé de moyens d'échange. Ceci est un véritable problème pour les économies régionales, car le secteur social repose presque entièrement sur les économies régionales.

Il en résulte que les transactions des communautés dans l'économie souffrent toujours du manque de liquidités permettant de réaliser les transactions potentielles qui répondraient aux besoins humains et aux ressources disponibles. Ainsi, l'économie régionale souffre de la sous-exploitation chronique de sa capacité de production. Des monnaies régionales complémentaires peuvent être créées pour assurer les liquidités nécessaires à l'économie régionale. Elles peuvent aussi être conçues de façon à permettre d'importantes contributions aux services sociaux et aux programmes de protection de l'environnement. Finalement, les services informatiques décentralisés bon marché qui actuellement sont disponibles rendent ces procédures de paiement parallèles très peu coûteux.

**Figure 4. Économie mondiale et économie régionale lorsque les monnaies complémentaires et la monnaie nationale sont toutes deux opérationnelles**



Un certain nombre de groupes s'occupent déjà du problème de la pénurie des moyens d'échange en acceptant d'utiliser une monnaie complémentaire, une monnaie créée dans des buts spécifiques. Ce que les systèmes de monnaie complémentaire permettent de faire, c'est favoriser l'économie régionale par l'intermédiaire de sa propre monnaie coopérative particulière, disponible en quantité suffisante. Cette idée peut être visualisée dans la figure 4.

En bref, la monnaie habituelle est nécessaire aux deux circuits, mais la rareté de la monnaie nationale a moins de conséquences négatives lorsqu'elle est complétée par une monnaie biorégionale.

## Conclusion

Dans la perspective de la transition vers une société postindustrielle, nous avons analysé pourquoi il est devenu si important de redynamiser les économies régionales et les réseaux communautaires qui les soutiennent. Notre thèse tend à démontrer que, dans ce but, des monnaies régionales seront indispensables. L'unité idéale pour construire de tels systèmes est la région biogéographique métropolitaine, une unité naturelle qui incorpore la ville et son arrière-pays écologique. De plus, nous avons examiné l'importance des liquidités pour promouvoir la santé des économies régionales.

En nous concentrant sur les régions biogéographiques métropolitaines, en liaison avec les possibilités d'élaboration de systèmes monétaires communautaires complémentaires, de nouveaux horizons se découvrent pour résoudre les problèmes sociaux, économiques et écologiques qui sont inévitables au sein d'une économie qui se mondialise rapidement.

## BIBLIOGRAPHIE

- |  |  |
|--|--|
| <p>AMANN E., MARIN D., (1994), « Risk-sharing in international trade : an analysis of countertrade », <i>The Journal of Industrial Economics</i>, vol. XLII, n° 1, mars, pp. 63-77.</p> <p>AMATO M., (1999), <i>Il bivio della moneta. Problemi monetari e pensiero del denaro nel Settecento italiano</i>, Milan : Egea - Series Istituto di storia economica dell'Università Bocconi.</p> <p>AMATO M., FANTACCI L., et DORIA L., (2003), <i>Complementary Currency Systems in a Historical Perspective</i>, Milan : Université de Bocconi.</p> <p>BERRY G., (1974), <i>Medieval English Jetons</i>, Londres : Spink &amp; Sons.</p> <p>BLANCHET A., DIEUDONNE A., (1930), <i>Manuel de numismatique française,</i></p> | <p><i>tome III : Médailles, jetons et méreaux</i>, Paris : Éditions Auguste Picard, 610 p.</p> <p>BLOCH M., (1954), <i>Esquisse d'une histoire monétaire de l'Europe</i>, Paris : Armand Colin, coll. « Cahiers des Annales n° 9 ».</p> <p>BRAUDEL F., (1976), <i>La dinamica del capitalismo</i>, édit. ital., Bologne : Il Mulino, 1981.</p> <p>CIPOLLA C. M., (1990), <i>Il governo della moneta a Firenze e a Milano nei secoli XIV-XVI</i>, Bologne : Il Mulino.</p> <p>DE MADDALENA A., (1992), <i>La ricchezza dell'Europa. Indagini sull'antico regime e sulla modernità</i>. Milan : Egea. Series Istituto di Storia Economica dell' Università Bocconi - Fonti e Studi</p> |
|--|--|

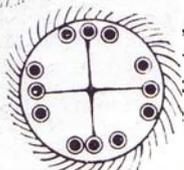
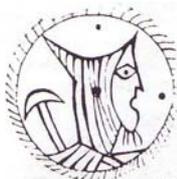
- DUGNIOLLE J. F., (1876-1880), *Le jeton historique des dix-sept provinces des Pays-Bas*, 4 vol., Bruxelles : Brune.
- EINAUDI L., (1936), « Teoria della moneta immaginaria nel tempo da Carlomagno alla Rivoluzione francese », *Rivista di storia economica*, vol. 1, n° 1, pp. 1-35.
- FANTACCI L., (2002), « Teoria della moneta immaginaria nel tempo da Carlomagno a Richard Nixon », *Rivista di storia economica*, vol. XVIII, n° 3, pp. 301-325.
- FANTACCI L., (2005), *La moneta. Storia di un'istituzione mancata*. Venise : Marsilio Editore.
- FISHER I., (1913), « A Compensated Dollar », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 27, février, pp. 213-235 ; et annexes, pp. 385-397.
- FORGEAIS A., (1858-1866), *Collection de plombs historiés trouvés dans la Seine*, 6 vol., Paris : chez l'auteur.
- GALBRAITH J. K., (1977), *The Age of Uncertainty*, Boston : Houghton Mifflin ; trad. fr., (1978), *Le temps des incertitudes*, Paris : Gallimard.
- GEBERT C. F., (1917), « Die Nürnberger Rechenpfennigschläger », *Mitteilungen der Bayerischen Numismatischen Gesellschaft*, n° 35, pp. 1-138.
- HAYEK F. A., (1978), *The Denationalization of Money : An Analysis of the Theory and Practice of Current Currencies*, 2° éd. révisée et augmentée, Londres : Institute of Economic Affairs.
- JACKSON J., McCONNELL C. R., (1988), *Economics*, 3° édit., Sydney : McGraw-Hill.
- JACOBS J., (1984), *Cities and the Wealth of Nations : Principles of economic life*, New York : Random House.
- KEYNES J. M., (1923), *A Tract on Monetary Reform*, in : E. JOHNSON, D. MOGGRIDGE, (eds.), *The Collected Writings of JMK*, vol. IV, 1971, Londres : Macmillan.
- KEYNES J. M., (1930), *A Treatise on Money*, 2 vol., in : E. JOHNSON, D. MOGGRIDGE, (eds.), *The Collected Writings of JMK*, vol. V-VI, 1971, Londres : Macmillan.
- KEYNES, J. M., (1944), *Activities 1940-1944 : Shaping the Post-War World, the Clearing Union*, in : E. JOHNSON, D. MOGGRIDGE, (eds.), *The Collected Writings of JMK*, vol. XXV, 1980, Londres : Macmillan.
- LABROT J., HENCKES J., (1989), *Une histoire économique et populaire du Moyen Age : les jetons et méreaux*, Paris : Éditions Errance.
- LIETAER B., (2000), *Mysterium Geld. Emotionale Bedeutung und Wirkungsweise eines Tabus*, Munich : Riemann Verlag.
- LIETAER B., (2001), *The Future of Money*, Londres : Random House.
- LIETAER B., (2006), *Of Human Wealth : beyond Greed and Scarcity*, Citerra Press.
- MITCHNER M., SKINNER A., (1983), « English Tokens c. 1200 to 1425 », *The British Numismatic Journal*, vol. 53, pp. 29-77.
- MITCHNER M., SKINNER A., (1984), « English Tokens c. 1425 to 1672 », *The British Numismatic Journal*, vol. 54, pp. 86-163.
- RABINOVITCH J., (1992), « Curitiba : Toward Sustainable Urban Development », *Environment and Urbanization*, vol. 4, n° 2, octobre, pp. 62-73.
- RABINOVITCH J., LEITMAN J., (1996), « Urban Planning in Curitiba », *Scientific American*, mars, pp. 46-53.
- ROUYER J., HUCHER E., (1858), *Histoire du jeton au Moyen Age*, Paris.

- SHELL M., (1995), *Art and Money*, Chicago : University of Chicago Press.
- SKIDELSKY R., CORNISH S., (2002), « Fighting for Britain », *Economic Record*, vol. 78, n° 241, pp. 238-240.
- TAURAND F., (1986), « Le troc en économie monétaire », *L'Actualité économique, Revue d'analyse économique*, vol. 52, n° 2, juin.
- TENNEY, M. Mc W., (1936), *Communion Tokens : Their Origin, History and Use, With a Treatise on the Relation of the Sacrament to the Vitality and Revivals of the Church*, Grand Rapids, (Michigan) : Zondervan Publishing House, pp. 11-16.
- VAN der BEEK M. L. F., (2000), « Het Muntwezen in de Landen van Herwaartsover » (« Le monnayage dans les Pays de « par-deça ») in : LOGIE Chr., (ed.), *L'escarcelle de Charles Quint. Monnaies et finances au XVI<sup>e</sup> siècle*. Catalogue de l'exposition au musée de la Banque nationale de Belgique, du 15 mai au 30 juin 2000, pp. 147-170.
- WARMOTH A., (1995), « The metropolitan bioregion as a political and economic unit », *AHP Perspective*, n° spécial, sept.-oct., pp. 20-21.
- WARMOTH A., LIETAER B., (1999), « Designing Bioregional Economies in Response to Globalization », in : KRUTH J., COHILL A., (eds.), *Pathways to Sustainability*, Tahoe Center for a Sustainable Future ; accessible en ligne : <http://ceres.ca.gov/tcsf/pathways/chapter2.html>
- WILLIAMSON S., WRIGHT R., (1994), « Barter and Monetary Exchange under Private Information », *The American Economic Review*, vol. 84, n° 1, pp. 104-123.
- WOODSIDE W. W., (1958), *Communion Tokens. A Bibliography*, Brochure du Carnegie Museum de Pittsburgh (Pennsylvanie).

## Annexe

Figure 5. Exemples de méreaux





Méreau de salaire pour les ouvriers hottiers d'un chantier. Flandre fin XIV<sup>e</sup> s. Hotte (RNB 1857 XI-14) Cuivre D : 17 mm



Méreau de salaire pour les ouvriers hottiers XVII<sup>e</sup> s. Artois. Plomb D : 25 mm.

Source : *in* : Labrot et Henckes, 1989, p. 28.

## TABLE DES MATIERES

---

<b>SOMMAIRE</b> .....	9
<b>INTRODUCTION GENERALE</b>	
<i>Les monnaies sociales : un outil et ses limites</i> , par Jérôme Blanc .....	11
<b>PREMIERE PARTIE : Justifications des monnaies sociales</b> .....	25
<b>Introduction</b> .....	27
<b>Jérôme Blanc</b>	
<i>À quoi servent les monnaies sociales ?</i> .....	31
<b>Massimo Amato</b>	
<i>Qu'est-ce que la monnaie ? Réflexions sur l'enjeu de l'institution monétaire</i> .....	43
<b>Luca Fantacci</b>	
<i>Qu'est-ce que la monnaie ? La question de la complémentarité à partir des institutions historiques de la monnaie occidentale</i> .....	59
<b>Bernard Lietaer</b>	
<i>Des monnaies pour les communautés et les régions biogéographiques : un outil décisif pour la redynamisation régionale au XXI<sup>e</sup> siècle</i> .....	73
<b>Margrit Kennedy</b>	
<i>Pourquoi avons-nous besoin d'innovations monétaires ? Trois erreurs courantes, trois conséquences probables, trois solutions possibles</i> .....	99
<b>Thomas H. Greco Jr.</b>	
<i>Réinventer l'argent : un remède à l'exclusion financière</i> .....	121
<b>Keith Hart</b>	
<i>Richesse commune : construire une démocratie économique à l'aide de monnaies communautaires</i> .....	135
<b>Valérie Demers et Corinne Gendron</b>	
<i>Finance solidaire et monnaies sociales : entre solidarité et réforme de l'économie</i> .....	153

<b>DEUXIEME PARTIE : Modalités d'organisation</b> .....	167
<b>Introduction</b> .....	169
<b>Jérôme Blanc</b>	
<i>Choix organisationnels et orientation des dispositifs de monnaies sociales</i> .....	173
<b>Pantaleo Rizzo</b>	
<i>Le système multilatéral : gestion sociale et gestion multilatérale</i> .....	197
<b>Henk van Arkel, Jaap Vink et Camilo Ramada</b>	
<i>Méthodes pour le succès des monnaies complémentaires</i> .....	213
<b>Stephen DeMeulenaere</b>	
<i>Les systèmes de monnaie complémentaire : des anciennes origines à une réponse moderne au problème de l'exclusion</i> .....	229
<b>TROISIEME PARTIE : Modèles nationaux, expérimentations et évaluations d'impact.</b>	245
<b>Introduction</b> .....	247
<b>Catherine Lenzi</b>	
<i>L'enquête nationale sur les systèmes d'échange locaux (SEL) en 2004 : éléments d'analyse</i> .....	253
<b>Catherine Lenzi</b>	
<i>Le temps des femmes comme richesse collective et expression citoyenne : l'expérience des systèmes d'échanges locaux (SEL)</i> .....	281
<b>Colin C. Williams</b>	
<i>Le rôle de l'économie sociale face à l'exclusion sociale : quelques leçons des local exchange and trading schemes (LETS)</i> .....	305
<b>Gill Seyfang</b>	
<i>Consacrer du temps à la construction de la communauté ? Une évaluation des banques de temps comme outil d'inclusion sociale</i> .....	323
<b>Yasuyuki Hirota</b>	
<i>Les expérimentations de monnaies locales au Japon : les monnaies au service de l'uchi</i> ....	339
<b>Ana Ferreira et Peter Moers</b>	
<i>Le projet Fomento à Fortaleza</i> .....	355
<b>Celina Whitaker et Pascale Delille</b>	
<i>Le projet Sol : pour retrouver le sens des valeurs</i> .....	383

<b>QUATRIEME PARTIE : Le trueque argentin, de l'emballlement à la chute .....</b>	<b>395</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>397</b>
<b>Laurent Montillet</b>	
<i>Et pour quelques crédits de plus... ..</i>	<i>401</i>
<b>Jeff Powell</b>	
<i>Capitalisme insignifiant, capitalisme en perfectionnement ou post-capitalisme ?</i>	
<i>Enseignements des expériences argentines de troc .....</i>	<i>423</i>
<b>Susana Hintze</b>	
<i>La construction médiatique du trueque en argentine.....</i>	<i>443</i>
<b>Mariana Luzzi</b>	
<i>La trueque face à l'État, l'État face au trueque : des rapports complexes .....</i>	<i>459</i>
<b>Lucie Gémonet</b>	
<i>La diffusion et l'apprentissage de valeurs propres aux clubs de trueque : discours et pratiques</i>	
<i>des adhérents du club San Javier Solidarios .....</i>	<i>469</i>
<b>Pierre Olivier Salles</b>	
<i>Entre survie et engagement politique, les avatars du projet militant du trueque argentin ....</i>	<i>481</i>
<b>Georgina M. Gómez</b>	
<i>La RTZO, ou « Réseau de troc de la zone Ouest », partenaire de l'économie locale.....</i>	<i>497</i>
<b>Heloisa Primavera</b>	
<i>Le projet Colibri : un rayonnement de l'économie solidaire ? .....</i>	<i>513</i>
<b>CONCLUSION GENERALE</b>	
<i>Où vont les monnaies sociales ? Où peut-on aller avec elles ? Quelques mots en guise de</i>	
<i>conclusion, par Jérôme Blanc.....</i>	<i>535</i>
<b>SIGLES ET ACRONYMES.....</b>	<b>539</b>
<b>SITES INTERNET .....</b>	<b>543</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>545</b>

# Rapport Exclusion et liens financiers 2005-2006

## Monnaies sociales

Ce septième rapport rassemble près de trente textes sur ces dispositifs, parmi lesquels on connaît, en France, les SEL. Ce sont des systèmes locaux d'échange articulés autour d'une monnaie spécifique et qui visent des objectifs d'ordre socio-économique. Ce livre porte sur eux un regard comparatif et international. Leur dynamique remonte aux années 1980. Ils sont aujourd'hui présents dans une quarantaine de pays et un demi-million à un million de personnes y participent. Cet ouvrage comprend quatre parties. La première présente un ensemble d'arguments justifiant le recours à de tels dispositifs. La deuxième s'interroge sur les modalités de leur organisation et sur les conséquences des choix en la matière. La troisième présente un ensemble d'expériences et de modèles ainsi que des évaluations d'impact socio-économique. La quatrième est consacrée à l'extraordinaire cas argentin. L'ensemble constitue le premier livre de langue française qui présente un panorama aussi large sur cette question.

Les rapports *Exclusion et liens financiers* constituent une contribution à l'observation de l'économie solidaire en émergence et se situent à la croisée des chemins de la réflexion et de l'opérationnel. Ils s'adressent aux acteurs de terrain de la lutte contre les exclusions (associations, collectivités locales, décideurs publics, etc.) – mais aussi aux chercheurs et à l'ensemble de la communauté financière – par les questions de responsabilité sociale de la finance qu'ils posent et par les initiatives qu'ils donnent à connaître et analysent.

\*

\* \*

Jérôme Blanc est maître de conférences à l'université Lumière Lyon 2 et chercheur au LEFI (ex-Centre Walras). Il a participé à l'ouvrage collectif sous la direction de Jean-Michel Servet, *Une économie sans argent : les systèmes d'échange local* (Paris : Seuil, 1999) et a publié *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire* (Paris : L'Harmattan, 2000).

Cet ouvrage a été publié grâce au soutien de la Mission recherche de La Poste et grâce au programme ECOS-Sud A03H02 intitulé « La fragmentation monétaire argentine : des fondements de la crise monétaire aux conditions d'un développement local et régional ».